

Redevance due par les P.T.T. au titre de l'exercice 1940

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	15.II.40	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	26. 4.4I	
C.A.	30. 4.4I	28 Qd c

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 30 avril 1941

Questions diverses.

Montant de la redevance due par
l'Administration des Postes, au
titre de 1940.

P.V.

M. LE PRESIDENT informe le Conseil que, par lettre du 26 avril 1941, M. le Secrétaire d'Etat aux Communications lui a notifié l'arrêté, fixant, en application de l'article 14 du décret-loi et de l'article 20 de la Convention du 31 août 1937, le montant de la redevance à verser à la S.N.C.F. par l'Administration des P.T.T. au titre de l'exercice 1940.

Cette redevance est fixée à 314.452.765 fr. eu égard aux considérations suivantes:

- étant donné le caractère spécial et régulier des transports postaux, il paraît équitable, pour l'exercice 1940 et les exercices à venir, de faire bénéficier les P.T.T. d'un abattement forfaitaire de 7% sur les sommes que ferait ressortir l'application des tarifs commerciaux voyageurs et du prix de revient de la tonne-kilométrique voyageurs établi par le Service Technique de la S.N.C.F.;
- en vue de tenir compte du caractère exceptionnel de l'exercice 1940, il y a lieu d'appliquer, pour cet exercice, une réduction supplémentaire de 5% sur le montant des cartes et de 6% sur le montant des transports afférents à la période postérieure au 1er juin.

Il est entendu que, pour l'exercice 1941, on n'invoquera pas les difficultés qui pourront subsister dans les transports, notamment du fait de la ligne de démarcation, pour maintenir cette dernière réduction supplémentaire.

Le Conseil prend acte de la décision ainsi notifiée.

c) Montant de la redevance due par l'Administration des Postes au titre de 1940.

M. LE PRESIDENT.- Par lettre du 26 avril 1941, M. le Secrétaire d'Etat aux Communications m'a notifié, en application de l'article 14 du décret-loi du 31 août 1937 et de l'article 20 de la convention du même jour, un arrêté fixant le montant de la redevance due par l'Administration des Postes, au titre de l'exercice 1940.

Cette lettre est ainsi conçue :

"J'ai l'honneur de vous adresser copie de l'arrêté fixant le montant de la redevance due par l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones à votre Société au titre de l'exercice 1940. La redevance a été fixée à 314.452.765 fr. en tenant compte des considérations suivantes :

"Dans un exercice normal on peut admettre que les cartes de circulation des P.T.T. n'ont pas une utilisation aussi grande que celle des cartes d'abonnement ordinaire et que, d'autre part, si la facturation des transports de wagons-poste doit être basée sur le prix de revient, il n'est pas certain que le prix de revient à appliquer soit le prix moyen de la tonne-kilométrique brute voyageur. Dans le doute, il a paru équitable de faire bénéficier les P.T.T. d'un abattement sur le prix.

"En ce qui concerne spécialement l'exercice 1940, un abattement supplémentaire m'a paru devoir être accordé en raison des difficultés de circulation qui ont réduit l'utilisation des cartes et du caractère assez incertain des évaluations faites concernant le prix de revient à appliquer pour le deuxième trimestre.

"Dans ces conditions, et en vue d'adopter une règle qui vaudrait pour les exercices à venir, j'ai décidé, d'accord avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances :

" 1°) que, pour l'exercice 1940 et pour les exercices à venir, on utilisera pour établir le montant de la redevance, comme on l'a fait pour les exercices 1938 et 1939, d'une part les tarifs commerciaux voyageurs, d'autre part les prix de revient établis par le Service Technique de la S.N.C.F. mais que, sur la somme totale ainsi calculée, on appliquera un abattement forfaitaire de 7% tenant compte notamment du caractère spécial et régulier des transports postaux;

" 2°) que, pour l'exercice 1940, en vue de tenir compte du caractère exceptionnel de cet exercice, en dehors de la réduction générale de 7% indiquée au 1°), on appliquera : une réduction supplémentaire de 5% sur le montant des cartes et de 6% sur le montant des transports de la Poste afférents à la période postérieure au 1er juin.

"De ce fait, la redevance, pour l'année 1940, se trouve

.....

ramenée de 350.000.000 de frs à 314.452.765 frs.

"Il est bien entendu que pour l'exercice 1941, on n'invoquera pas les difficultés qui pourront subsister dans les transports, notamment pour le franchissement de la ligne de démarcation pour maintenir la réduction spéciale mentionnée sous le 2°) pour l'exercice 1940."

L'article 20 de la Convention et l'article 24 du décret-loi du 31 août 1937 prévoient que l'Administration des P.T.T. remboursera à la S.N.C.F. le "coût de revient" des prestations qui lui sont fournies.

Dans ces conditions, les abattements forfaitaires que M. le Secrétaire d'Etat aux Communications a opérés sur les chiffres résultant de l'application de nos tarifs commerciaux et du prix de revient de nos transports voyageurs ne me paraissent pas entièrement justifiés.

Je vous propose néanmoins de prendre acte purement et simplement de l'arrêté interministériel.

Le Conseil prend acte de la lettre de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Paris, le 26 avril 1941

Direction Générale
des Transports

C O P I E

Service Economique

1^{er} Bureau

1481

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français.

J'ai l'honneur de vous adresser copie de l'arrêté fixant le montant de la redevance due par l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones à votre Société au titre de l'exercice 1940. La redevance a été fixée à 314.452.765^f en tenant compte des considérations suivantes :

Dans un exercice normal on peut admettre que les cartes de circulation des P.T.T. n'ont pas une utilisation aussi grande que celle des cartes d'abonnement ordinaire et que, d'autre part, si la facturation des transports de wagons-poste doit être basée sur le prix de revient, il n'est pas certain que le prix de revient à appliquer soit le prix moyen de la tonne-kilométrique brute voyageur. Dans le doute, il a paru équitable de faire bénéficier les P.T.T. d'un abattement sur le prix.

En ce qui concerne spécialement l'exercice 1940, un abattement supplémentaire m'a paru devoir être accordé en raison des difficultés de circulation qui ont réduit l'utilisation des cartes et du caractère assez incertain des évaluations faites concernant le prix de revient à appliquer pour le 2ème trimestre.

Dans ces conditions, et en vue d'adopter une règle qui vaudrait pour les exercices à venir, j'ai décidé, d'accord avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances :

1°) que, pour l'exercice 1940 et pour les exercices à venir, on utilisera pour établir le montant de la redevance, comme on l'a fait pour les exercices 1938 et 1939, d'une part les tarifs commerciaux voyageurs, d'autre part les prix de revient établis par le Service Technique de la S.N.C.F. mais que, sur la somme totale ainsi calculée, on appliquera un abattement forfaitaire de 7 % tenant compte notamment du caractère spécial et régulier des transports postaux;

....

2°) que, pour l'exercice 1940, en vue de tenir compte du caractère exceptionnel de cet exercice, en dehors de la réduction générale de 7 % indiquée au 1°), on appliquera : une réduction supplémentaire de 5 % sur le montant des cartes et de 6 % sur le montant des transports de la Poste afférents à la période postérieure au 1er juin.

De ce fait, la redevance pour l'année 1940 se trouve ramenée de 350.000.000 de frs à 314.452.765 fr.

Il est bien entendu que pour l'exercice 1941, on n'invoquera pas les difficultés qui pourront subsister dans les transports, notamment pour le franchissement de la ligne de démarcation pour maintenir la réduction spéciale mentionnée sous le 2°) pour l'exercice 1940.

P. le Ministre : signature.

D. 91.320/14

n° 3.079

15 novembre 1940

Monsieur le Ministre,

Comme suite à vos instructions, la Commission chargée de régler les différends qui subsistent entre la S.N.C.F. et l'Administration des P.T.T. s'est réunie pour la première fois le 4 novembre, sous la présidence de M. le Directeur Général des Chemins de fer et des Transports.

Au cours de cette réunion, elle a examiné, en particulier, les questions relatives aux rémunérations dues par les P.T.T. à la S.N.C.F. pour les exercices 1939 et 1940, par application de l'article 20 de la Convention du 31 août 1937.

A - Exercice 1939 -

Il n'y a pas eu de discussion sur ce point. Il reste dû à la S.N.C.F. un solde de 88 millions à augmenter des intérêts moratoires correspondant (1.517.260 fr 28 au 1er septembre 1940 à majorer de 220.000 fr par mois de retard supplémentaire.).

Les représentants des P.T.T. ont indiqué à la Commission que leur Administration n'était nullement responsable de ce retard. Elle a, en effet, déposé une demande de crédits supplémentaires de 88 millions dès le mois de juin et elle vient encore de la renouveler récemment. M. le Ministre des Finances serait saisi d'un projet de loi à ce sujet depuis un certain temps.

La S.N.C.F., de son côté, n'avait pas manqué de vous signaler, par lettre du 13 septembre 1940, l'intérêt qui s'attachait à un prompt règlement de ce solde. Je me permets donc d'insister à nouveau auprès de vous pour qu'il ne soit pas différé plus longtemps.

B - Exercice 1940 -

La Commission a procédé à un premier échange de vues, mais, en raison des difficultés qu'il y aura cette année à déterminer le montant total des prestations et les prix de revient de celles-ci, il est à prévoir qu'un certain délai s'écoulera encore avant que la rémunération puisse être déterminée.

Cependant, je crois savoir que l'Administration des Postes dispose, d'ores et déjà, d'un crédit global de 480 millions, inscrit au budget de 1940, au titre de la rémunération à verser à la S.N.C.F.

.....

MONSIEUR LE Secrétaire d'Etat aux Communications
Exploitation postale - 1er Bureau-

Dans ces conditions, je vous demande de bien vouloir autoriser l'Administration des Postes à verser immédiatement à la S.N.C.F. un premier acompte à titre de provision. C'est d'ailleurs ainsi qu'il a été procédé pour l'exercice 1939.

Les premiers calculs faits semblent montrer qu'un acompte égal aux $\frac{3}{4}$ de la rémunération arrêtée pour 1939 (500 millions), soit 375 millions, resterait largement inférieur au montant probable de la rémunération qui sera finalement fixée pour l'exercice 1940.

Je vous propose donc de fixer à 375 millions le montant de ce premier acompte.

Veillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.